

Droit civil

Droit de la famille

- Une donation réalisée sous une forme alternative, tel qu'un don manuel, ne peut-elle être transformée en donation par préciput et hors part que par la voie authentique ?, Cass. 3 février 2022, [C.20.0403.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220203.1N.7](#) ;
- Dans un jugement d'accord concernant une contribution alimentaire au sens de l'article 203, § 1^{er}, de l'ancien Code civil le juge doit-il vérifier et indiquer de quelle façon les paramètres énumérés à l'article 1321, § 1^{er}, du Code judiciaire ont été respectés ?, Cass. 7 mars 2022, [C.21.0430.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220307.3N.5](#) ;
- Le mode de résolution des litiges relatifs aux opérations notariales de liquidation-partage, Cass. 10 mars 2022, [C.21.0149.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220310.1N.8](#) ;
- Le mode de résolution des litiges relatifs aux opérations notariales de liquidation-partage, Cass. 10 mars 2022, [C.20.0173.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220310.1N.6](#) ;
- La possibilité pour l'auteur d'une reconnaissance accomplie avec l'intention d'éluder la loi d'en solliciter l'annulation, Cass. 10 mars 2022, [C.21.0290.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220310.1N.5](#) ;
- Les circonstances dans lesquelles le tribunal de la famille peut écarter le refus de la mère de l'enfant de consentir à l'adoption, Cass. 9 mai 2022, [C.17.0709.N](#), [ECLI:BE:CASS:2020:CONC.20200907.3N.11](#) ;
- La recevabilité de l'intervention volontaire des enfants majeurs concernés par une procédure de déchéance de l'autorité parentale requise par le ministère public à l'égard d'un de leurs parents, Cass. 22 juin 2022, [P.22.0094.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220622.2F.10](#) ;
- La qualité du défendeur et le mode d'introduction de la demande dans l'action en réclamation d'état, Cass. 10 novembre 2022, [C.21.0154.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221110.1F.1](#).

Droit des biens

- L'ampleur de l'association des copropriétaires et la nature de sa personnalité juridique en cas de groupe d'immeubles, Cass. 14 octobre 2022, [C.22.0011.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221014.1N.3](#).

Obligations

- La portée de la notion d'enrichissement pour l'application du principe général du droit de l'enrichissement sans cause, Cass. 3 février 2022, [C.20.0368.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220203.1N.6](#) ;

- Les conditions de la renonciation au droit de se prévaloir de la nullité d'un acte accompli par un cocontractant en violation de dispositions légales impératives, Cass. 14 novembre 2022, [C.22.0144.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221114.3 F.6](#) ;
- La notion de consentement et la simple référence à des conditions générales avant ou au moment de la conclusion du contrat, Cass. 22 décembre 2022, [C.22.0082.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221222.1F.3](#).

Responsabilité extracontractuelle

- L'application de l'article 2277ter, § 1^{er}, de l'ancien Code civil aux actions introduites par des pouvoirs publics en vue du recouvrement des coûts des mesures de prévention et de réparation des dommages environnementaux dirigées contre des personnes qui ne sont pas responsables du dommage environnemental ou de la menace imminente de dommage environnemental, Cass. 12 mai 2022, [C.21.0081.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220512.1N.5](#) ;
- Effet du principe général du droit *fraus omnia corrumpit* en cas de dommage causé par les fautes concurrentes d'un tiers et du préposé de la victime, lorsque la faute du préposé est intentionnelle tandis que celle du tiers consiste en une imprudence ou une négligence, Cass. 27 mai 2022, [C.20.0461.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220527.1F.6](#) ;
- La notion de vice de la chose et le contrôle de cette notion exercé par le juge du fond et la Cour de cassation, Cass. 24 octobre 2022, [C.20.0580.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221024.3F.3](#) ;
- La possibilité d'établir par vraisemblance le lien causal entre la faute et le dommage, Cass. 14 novembre 2022, [C.22.0092.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221114.3F.5](#) ;
- La question de savoir qui peut être considéré comme une personne lésée au sens de l'article 2262bis, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ancien Code civil dans le cadre d'une action en réparation publique, Cass. 9 décembre 2022, [C.20.0165.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221209.1N.5](#) ;
- L'incidence du principe *fraus omnia corrumpit* en cas de concours d'une faute intentionnelle et d'une faute non intentionnelle, Cass. 9 décembre 2022, [C.22.0153.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221209.1N.9](#) ;
- La responsabilité de l'employeur du fait de la décision fautive de ses préposés de faire grève, Cass. 12 décembre 2022, [C.18.0533.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221212.3F.4](#) ;
- La faute du législateur pouvant, sur la base des articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil, engager la responsabilité de l'État consiste en un comportement qui, ou bien s'analyse en une erreur de conduite devant être appréciée suivant le critère du législateur normalement soigneux et prudent, placé dans les mêmes conditions, ou bien, sous réserve d'une erreur invincible ou d'une autre cause d'exonération de la responsabilité, viole une norme de droit national ou de droit international ayant des effets directs dans l'ordre interne qui lui impose de s'abstenir ou d'agir d'une manière

déterminée, Cass. 15 décembre 2022, [C.21.0003.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221215.1F.5](#).

Contrats spéciaux

- L'effet de la force majeure temporaire sur la durée du bail, Cass. 10 novembre 2022, [C.22.0006.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221110.1F.5](#).

Prescription

- La subrogation de l'organisme assureur conformément à l'article 136, § 2, alinéa 4, de la loi coordonnée le 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités s'opère au moment du paiement et jusqu'à concurrence de son montant, de sorte qu'en cas de paiements distincts, la subrogation s'opère séparément pour chaque paiement. L'interruption du délai de prescription ne joue en faveur du subrogé que si elle est antérieure à la subrogation, Cass. 27 janvier 2022, [C.21.0106.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220127.1N.1](#) ;

- Conformément à l'article 16, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, une décision passée en force de chose jugée rendue par une juridiction civile peut être rétractée non seulement lorsqu'elle a fait application de la norme annulée, mais également lorsqu'elle prend appui sur une autre disposition légale dont l'application est déterminée par la norme annulée, Cass. 5 mai 2022, [C.21.0483.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:ARR.20220505.1N.3](#) ;

- Les conséquences, du point de vue de la prescription et des exceptions légales à celle-ci, du fait qu'une action est exercée en qualité d'héritier, Cass. 28 novembre 2022, [C.21.0492.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221128.3F.1](#) ;

- La question de savoir qui peut être considéré comme une personne lésée au sens de l'article 2262*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ancien Code civil dans le cadre d'une action en réparation publique, Cass. 9 décembre 2022, [C.20.0165.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221209.1N.5](#).

Autres conclusions en matière civile

- Dans le cadre de la liquidation partage prévue par les articles 1207 à 1124/2 du Code judiciaire, le notaire-liquidateur peut déduire de l'absence ou du silence circonstancié de l'un des copartageants que celui-ci consent à la renonciation à un inventaire, Cass. 6 janvier 2022, [C.21.0190.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220106.1N.9](#) ;

- Il n'existe pas de principe général du droit relatif à la force majeure, Cass. 24 octobre 2022, [S.22.0007.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221024.3F.6](#).